

R

Rivoluzione



N° 06

U ghjurnale di i Patrioti Partighjani - Manca Naziunale

Cap ' articulu

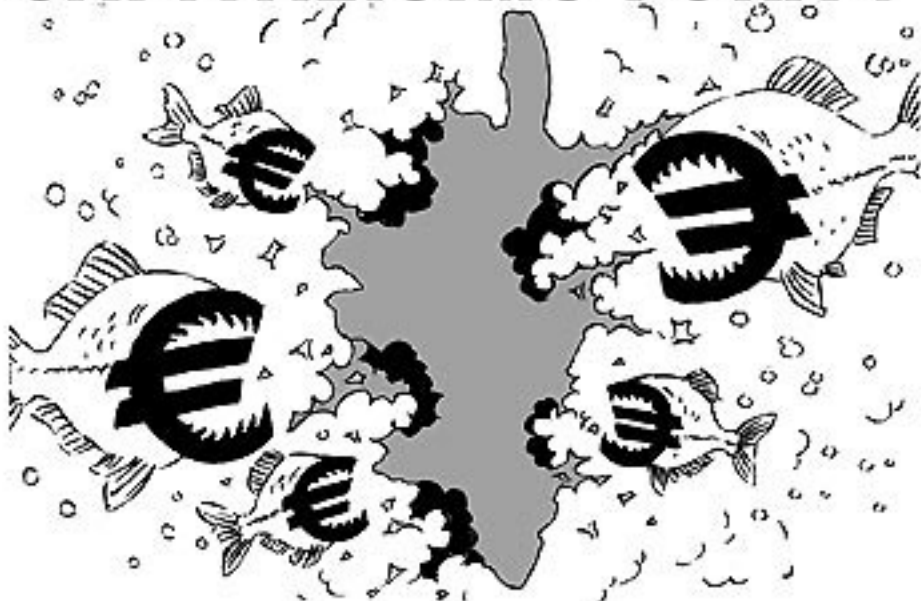
I Ripresentanti di u Capitalisimu europeu in Corsica hanu precisatu un prugettu economicu palisatu dà a Manca Naziunale dipoi parechji anni. Ormai pè ognunu hè chjaru, Camille de Rocca Serra è u sò amicu u prefettu di a Ripùblica Francese hanu annunziatu à a morte necessaria di e legge di prutezzione di l'ambiente, postu chì u solu avvene pè a Corsica deve esse u Turisimu.

Si trattà qui di rimette in causa u nostru dirittu di campà à l'usu nostru, a libertà di travaglià fora di u tuttu-turisimu è di trasmette à i nostri zitelli un patrimoniu culletivu, un locu di vita priservatu fin'oghje.

Issa lògica pulitica di l'U.M.P., è ancu di certi suciali-liberali è nazionalisti, si scrive indè à un'offensiva più generale. U Capitalisimu europeu si trova sempre indè à una fasa storica di rincunquista suciale, economica è di u territoriu. Cù sta dinamica i burghesi ùn hanu dà chì fà di a vunlinta pupulara è di u votu democraticu.

Mai Camille de Rocca Serra hà fattu campagna ò hè statu elettu pè rimette in causa à a legge liturale. Più seriu, u populu hà dettu Innò à l'andatura ideologica di l'Auropa liberale. In fattu, a classe duminante in Corsica, Cumè in altrò, »

CAPITALISIMU FORA !



Ultralibéralisme, libéralisme, des mots qui traduisent l'hypocrisie, la capitulation, la soumission ou tout simplement l'adhésion à un système : LE CAPITALISME.

La Corse, nation sans état, n'échappe pas au sort que réserve la mondialisation et son prétendu modèle : l'économie de marché. Horizon indépassable pour les uns, modèle de production et mode d'échange, ayant seul fait ses preuves pour les autres, le dogme capitaliste continue de prétendre à l'organisation et au fonctionnement de l'économie monde. Dans ce décor chaotique se meuvent les peuples, parfois solidaires dans la difficulté, mais plus souvent hélas, mis en concurrence par les maîtres de la finance. L'Europe des Giscard, Prodi, Blair et Hollande (pour ne citer que ces euros libéraux) prétend entraîner le monde du travail dans une course infernale aux rendements et aux profits sans limite. Les chocs occasionnés par ces combats économiques ont un prix exorbitant que payent les jeunes, les femmes, les migrants, les chômeurs et les salariés. Les réponses à l'exploitation de l'homme revêtent des formes différentes. Le social libéralisme et la droite déclarée se succèdent aux postes de commande sur le fond d'un ballet électoral qui n'admet pas d'autres alternatives. Cela vaut pour l'Occident politique qui s'acharne à imposer son modèle. Ailleurs ce sont des chefs religieux qui abusent de la souffrance des peuples en détournant leur colère sans jamais

» si n'hè pippa in vera di i nostri voti. A puvemu di francamente, a cumeria elleturale ùn basta micca pè difende à l'interessi populari.

A Lotta contrà à u CPE, hà fattu a dimostrazione chì solu u rapportu di forze di a ghjuventù è di u mondu di u travagliu pò fà rinculà à a burghesia. Toccà avà à e forze vive di u populu corsu à ripiglià un offensiva maiò contru à tutti i predaghji chì ci vulenu tumbà pocu à pocu.

» remettre en cause l'ordre économique. L'obscurantisme des religieux ne tend pas à autre chose qu'à une domination sans partage. Que dire des nationalismes dirigés par des petites bourgeoisies nationales laminées par la mondialisation des trusts ? Dans l'incapacité d'offrir de nouvelles perspectives, les aiglons nationalistes cultivent l'exclusion par l'ethnisme sans jamais renier le dogme libéral.

Seulement voilà qu'un espoir renaît qui rejette ces fausses solutions. Encore balbutiantes les idées d'une révolte généralisée conduites par les seuls concernés reprennent vie.

Au travers des expériences poursuivies sur des fronts de lutte divers (écologie, social, mouvement contre la guerre impérialiste, lutte des femmes, lutte des peuples minorés) se dessinent les contours d'une alternative socialiste.

Les patriotes partisans, pour le droit à l'autodétermination du Peuple Corse se sont depuis longtemps invités à l'édification d'une autre société. Avec comme objectif de rendre à notre pays sa liberté confisquée tout en chassant l'intrus : LE CAPITALISME.

La disparition du CPE : Une victoire ?



En France, la mobilisation a été forte, particulièrement celle de la jeunesse qui a poussé les organisations syndicales du monde du travail à l'unité, certes sur une base minimum, mais réussissant au moins à maintenir un cap commun.

En Corse, les choses ont été partiellement identiques, car manquaient à l'appel les syndicats nationalistes de l'Université di Corti (voir en bas de page un extrait de communiqué de ces derniers). Ce sont les lycéens qui ont donc été le fer de lance de la lutte, accompagnés par les syndicats. Cette expérience menée par ces jeunes pendant deux longs mois est riche d'enseignements.

Le premier de ces enseignements et ce n'est pas anodin, demeure la capacité de jeunes à structurer la lutte sans l'appui concret des organisations nationalistes. Pour la première fois depuis trois décennies ce n'est donc pas autour et par les moyens de celles-ci que s'est déroulé un combat, qui, sur bien des plans, revêtait des aspects politiques. Ce vide n'a pas été comblé par les mouvements de la gauche française.

Selon la même logique, on aura pu constater dans un deuxième temps le faible niveau de politisation des lycéens, même parmi ceux influencés de manière diffuse par la revendication nationaliste.

Enfin, la répression n'a pas été absente du décor. Arrestations et condamnations devant les tribunaux, pressions surnoises auprès des familles exercées par les chefs d'établissement, poursuites des cours par des professeurs ne cachant en rien leur hostilité par rapport au mouvement, flicages des cortèges et déclarations menaçantes proférées par le nouveau préfet « intronisé » récemment par Sarkozy.

Dans ces circonstances, le contenu d'ensemble de la loi dite « de l'égalité des chances » n'a pas fait l'objet d'une mise en cause globale. Ce sera sans doute au menu des prochaines actions. Les lycéens qui structurent la coordination (notamment sur Ajaccio) n'ont pas perdu de vue cet objectif.

Les vacances scolaires et l'échéance des examens ne facilitent pas les efforts, aussi appartient-il aux organisations politiques et syndicales de prendre le relais. A Manca Naziunale en sera. D'ors et déjà nous publions ici des extraits de cette lamentable loi.

La régression est de taille puisqu'on sait que la première loi d'interdiction concernant les enfants de moins de 16 ans date de 1874 !

- en cas de rupture du contrat d'apprentissage dans les 2 premiers mois, aucune indemnité n'est prévue (sachant qu'un contrat d'apprentissage sur 4 n'est pas mené au terme prévu).

titre 1, section 3 : zones franches urbaines

- création de 15 nouvelles zones franches urbaines au 1er Août 2006 dans les villes de plus de 8500 habitants (argument invoqué : "les résultats positifs des zones franches urbaines pour revitaliser le tissu éco")
- élargissement du dispositif d'allègement fiscal des ZF aux grandes entreprises, allègement d'impôts sur les bénéfices pendant 14 ans (exonération totale jusqu'en 2010 et à 40 % jusqu'en 2015) et exonération de cotisations fiscales.

- titre 3 : le contrat de responsabilité parentale :

- Mise en place du contrat en cas d'absentéisme scolaire ou de difficulté liée à une carence des parents (admire le flou juridique au service du politique....). L'inspecteur d'Académie saisit alors le président du conseil général.

- article 24 : Si les obligations parentales ne sont pas respectées, on peut suspendre le versement des prestations sociales à l'enfant, saisir le procureur de la république pour infraction pénale et exercer une mise sous tutelle des prestations familiales (alloc)

- article 25 : introduit dans le code de la sécu la possibilité d'une suspension temporaire des allocations familiales.

- titre 4 : service civil volontaire

- formation des jeunes de 16 à 25 ans au "respect de l'autorité par l'armée" (plan de défense 2e chance) et "par la police" (les cadets de la République)

Extraits de la *Position Ghjuventù Indipendentista sur le CPE*

(...) Ghjuventù Indipendentista tient à apporter des précisions quant à sa non participation au mouvement anti-CPE. Cette non participation n'est en aucun cas un quelconque soutien à la politique du gouvernement français.

Toutefois il nous semble aujourd'hui plus que réducteur de se focaliser uniquement sur le CPE qui ne touche que les entreprises de plus de 20 salariés, soit moins de 5% des entreprises en Corse. Si il doit y avoir mobilisation, elle doit se faire sur des revendications globales collées à la réalité socio-économique de notre île et non être une simple reprise d'un mot d'ordre national français teinté d'arrière pensée électoraliste pour 2007.

(...)

Le combat à mener doit donc, selon nous, se baser sur la revendication d'une citoyenneté corse facilitant l'accès à l'emploi et à la propriété pour les jeunes de ce pays et sur un statut fiscal dérogatoire permettant un essor économique et par là même de créer des emplois stables, et non sur la simple contestation du CPE dont un éventuel retrait serait loin de résoudre tous les problèmes des jeunes corses.

Ce combat nous continuerons à le mener au quotidien. L'actuel blocage de l'Université sur la simple base du retrait du CPE, co-organisé par un syndicat local aux positions ambiguës et un mouvement de jeunes socialistes qui n'a jamais été d'aucune lutte pour la défense de l'Université, ne nous semble pas répondre aux attentes de la jeunesse corse. Le peu de mobilisation estudiantine à la manifestation du jeudi 16 mars nous conforte dans notre analyse.

Sardigna :

1er Congrès d'A Manca Pro s'Indipendentzia



Du 31 mars au 2 avril 2006 s'est tenu à Nuoro le premier congrès d'A Manca Pro S'indipendentzia. Nos camarades sardes ont donc eu à traiter du contexte politique international, de la situation dans les colonies et de diverses questions tactiques et stratégiques qui, par bien des aspects, ne sont pas éloignées des débats et des problématiques corses.

La crise actuelle du capitalisme a été analysée dans le détail. Dans cette période de surproduction et de suraccumulation du capital, la bourgeoisie doit générer de nouveaux cycles productifs

(plus value classique liée au rapport de production) et de nouveaux lieux où investir du capital (profit résultant de mécanismes financiers spéculatifs). Dans ce contexte, la Sardaigne a un point commun avec la Corse : être maintenue de force par les Etats occupants dans une situation de sous-développement artificiel pour asseoir un contre développement uniquement au service des capitalistes et des bourgeoisies compradores et petites bourgeoisies inféodées. Nous avons donc à combattre communément le Tout tourisme spéculatif bourgeois.

Pour a Manca Pro s'indipendentzia, à cette offensive réactionnaire doit s'opposer la mobilisation révolutionnaire du peuple travailleur sarde. La notion de classe devient indissociable de la notion de Nation, car les travailleurs sont la composante majoritaire de la nation et les autres forces sociales sont trop impliquées dans les mécanismes de domination impérialistes.

L'objectif stratégique de nos camarades sardes est donc l'édification d'une République Socialiste Sarde indépendante avec, comme méthode d'action à moyen et long terme, l'organisation de la lutte des masses autour d'un parti révolutionnaire qui deviendrait in fine: Partidu Comunista Sardu.

Le 2 avril s'est tenue une conférence de presse, suivie d'un débat international où était représentée la Gauche indépendantiste basque et la gauche palestinienne. A Manca Nazionale en était. Dans un premier temps nous avons salué les objectifs de clarification opérés durant le congrès pour créer les véritables conditions d'une alternative anti-capitaliste et anti-colonialiste en Sardaigne. Nous avons ensuite évoqué le rapport dynamique d'un peuple à sa culture contre les conservatismes réactionnaires. En réponse à un candidat en campagne de Sardignia Natzione, nous avons réaffirmé que l'Europe libérale ne permettrait pas de dépasser les Etats dominants, mais que, bien au contraire, elle renforçait tous leurs mécanismes de domination contre les peuples et les travailleurs.

Enfin, A Manca Nazionale a annoncé la tenue de la seconde édition de « L'assemblée des peuples de Méditerranée » qui se déroulera en Corse dans le courant de l'année 2006, initiative entendue et saluée par les délégations présentes.

Venezuela : un autre monde est possible

Le Venezuela, cinquième producteur mondial et deuxième fournisseur de pétrole des Etats-Unis, constitue un enjeu stratégique pour le maintien de l'hyperpuissance économique américaine.

Depuis le dix neuvième siècle, la politique extérieure américaine s'est fixée pour ligne la mise en coupe réglée de l'ensemble du continent, devenu sa chasse gardée.

Il semble donc logique que l'Amérique latine, première victime de la politique **criminelle** de son puissant voisin, ait précisément trouvé en Hugo Chavez, président vénézuélien, jaloux de la souveraineté nationale de son pays, le symbole de la résistance à cette domination. Porteur du projet d'un « nouveau socialisme

», il veut substituer l'ALBA ou alternative bolivarienne pour les Amériques à la ZLEA [zone de libre-échange des Amériques], instrument du contrôle économique des Etats-Unis sur le continent, ouvrant tous les secteurs au marché, y compris la santé et l'éducation.

La révolution bolivarienne consiste en une politique sociale menée en direction des secteurs défavorisés. Chavez a réduit de 47% le budget de l'armée et transféré en 2004 3,5 milliards de dollars (bénéfices réalisés par la compagnie pétrolière nationale PDVSA) pour la mise en œuvre de programmes sociaux.



Au principe capitaliste de la concurrence, il oppose donc la coopération en vue de réaliser un développement endogène, selon une démarche alter mondialiste, saluée en janvier 2005 à l'occasion du Forum Social Mondial de Porto Alegre. Dans ce contexte, il affirme « l'urgence de la mise en place d'une économie sociale pour dépasser le capitalisme ». Une coopération stratégique s'est développée avec Cuba, La Havane envoyant médecins et enseignants à Caracas en échange de pétrole.

Mais ce « nouveau socialisme » en gestation qui heurte le projet de ZLEA, empêche les Etats-Unis d'imposer un « grand marché continental ».

Chavez œuvre pour la fin de l'aliénation culturelle du sous-continent, en finançant par exemple Telesur, télévision régionale, dont l'objectif est de contrer la propagande de CNN.

Washington a fait de Chavez sa bête noire. Dans la guerre qu'ils lui livrent, les Américains utilisent tous les moyens : financement d'un putsch raté contre le président en 2002, soutien logistique à l'opposition anti-Chavez, mais surtout, accusation de terrorisme en des temps où le créneau s'avère porteur.

Cette accusation permettrait d'isoler Chavez, considéré comme un dictateur et justifierait une modification de la charte de l'OEA (Organisation des Etats Américains) en ce sens.

Tout ce qui entre en lutte contre la pensée impérialiste de Washington est ainsi dénoncé comme force anti-démocratique, par une inversion de la problématique.

Ce que cache cet écran de fumée est une sérieuse inquiétude face au basculement au centre-gauche de six pays d'Amérique latine, en plus du Venezuela radical : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Panama, la Bolivie et récemment le Chili. Depuis le 2 mai 2005, Washington a perdu le contrôle de l'OEA, avec l'élection pour la première fois d'un secrétaire général chilien.

Par l'action des forces populaires dont le président Chavez est le porte parole, se dessine, pour la première fois de puis l'effondrement des régimes staliniens, une offensive contre le capitalisme et l'impérialisme.

La Révolution bolivarienne incarne précisément le type d'expérience qui montre que sous toutes les latitudes une alternative est possible. C'est à travers des réflexes internationalistes d'échange et de solidarité que le peuple corse pourra faire entendre sa voix et tirer des enseignements de luttes populaires victorieuses.

L'enfer des Religions



Porteurs de calottes, de kippas, de cols blancs amidonnés ou de barbes, les tenants des grandes religions monothéistes se disputent un marché juteux. Pour cela, ils s'acharnent à conserver leur clientèle dans le cadre d'une concurrence plus apparente que réelle. Soucieux de la préservation de leurs intérêts, les chefs politico-religieux n'hésitent pas à lier des alliances dès lors qu'il s'agit de soumettre les peuples à leur influence. Tous les terrains d'interventions leur sont bons, avec un dessein unique : le pouvoir. Cela ne va pas, il est vrai, sans que des contradictions n'éclatent.

Pourtant les pasteurs et autres prédicateurs qui entourent et soutiennent Bush, ne détestent pas faire cause commune avec leurs homologues intégristes (juifs, catholiques et musulmans) pour fustiger la contraception, condamner le droit à l'avortement ou fomenter des complots contre-révolutionnaires (Amérique centrale, Afrique du Sud etc....). Mais dès que l'odeur du pétrole est proche, alors le sang coule à flots. C'est ainsi que meurent les combattants de « Dieu », que ce soit sous la bannière étoilée ou le drapeau vert.

Le droit à la spiritualité ne peut en aucun cas être confondu avec l'organisation religieuse de la foi, qui n'est en dernière analyse qu'un parti politique totalitaire, à peine dissimulé par les icônes ou l'encens. C'est à ce titre que les athées, les libres-penseurs, et tous les mécréants laïques ont le droit inaliénable de brocarder, combattre, caricaturer au besoin, tous les dealers de ce qui reste et demeure, « l'Opium du Peuple ».

CI-GÎT A CUNSLTA Naziunale.

QUE VIVE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PROVISOIRE !

Trêve d'atermoiements, A Cunsulta Naziunale n'est plus. Les innombrables réunions de cette instance n'ont abouti qu'à un fiasco prévisible dont se satisfont en silence, ceux qui n'ont jamais souhaité que d'évoluer au seul sein des institutions de l'Etat Français, malgré l'engagement de quelques patriotes disposés à beaucoup de concessions, ne serait ce que pour sauvegarder une illusion fugace. En dépit de nos protestations, rien n'y a fait. C'est pourtant à partir d'une idée travaillée par les militants de la CNTI (Cunsulta Naziunale p'è l'Indipendenza) que naquit le concept d'Assemblée Nationale provisoire.

Ses premiers concepteurs imaginèrent une institution provisoire, édifiée sur la base d'une inscription volontaire sur les listes du Peuple Corse, ouvertes à tous ceux qui se reconnaissent dans la lutte du Peuple Corse pour le droit à l'autodétermination. Dès la clôture des inscriptions, il était proposé de procéder à une élection afin de légitimer l'autorité de cette institution sur le sol de Corse et de lui conférer le droit de représenter la Nation au niveau des instances internationales ou pour tout ce qui pouvait concerner les relations officielles du Peuple Corse en lutte. Il n'était donc pas question d'un quelconque droit du sang, pas plus que de restreindre l'accession à la citoyenneté aux seuls « corses des origines ». A Manca Naziunale a inscrit cette volonté politique dans sa démarche, comme en témoignent les statuts de notre mouvement.

Nous continuons d'affirmer notre attachement à l'installation d'une Assemblée Nationale Provisoire, édifiée par les moyens de la démocratie directe, en dehors de toutes les tutelles et qui, de plus, serait l'instance de direction de la lutte politique du Peuple Corse. Cela aurait eu comme effet de garantir le pluri partisme et de donner une cohérence à tous les niveaux de lutte. Là où A Cunsulta ne pouvait qu'échouer, car restrictive dans ses objectifs (purement symboliques) et dans ses fondements (présence obligatoire pendant au moins 18 ans pour les personnes ne pouvant se réclamer au moins d'un ascendant corse), l'Assemblée Provisoire pourrait l'emporter. Que soit donc remis aux patriotes qui en font la demande le matériel pour fabriquer les cartes électorales (déjà achetées) et remis les documents aux Corses déjà inscrits.

Le rôle et le devoir des formations patriotiques consistent à exprimer haut et fort la nature des réalités. Au peuple d'en juger car il est le seul maître. Qui pourrait s'y opposer ?

LA PEINE DE MORT REHABILITEE

Au fil des années, les conflits au sein de la société corse ne semblent plus disposer de mécanismes de régulation évolués et débouchent le plus souvent sur le meurtre.

Le milieu a affronté le Clan pour le contrôle d'intérêts économiques. Le sang a coulé, du fait de factions nationalistes aux objectifs parfois très obscurs. Aujourd'hui les flux financiers colossaux en jeu provoquent une guerre entre bandes rivales.

Tous ces mécanismes d'affrontement, dans lesquels l'Etat français pourrait ne pas faire usage de bienveillante neutralité, sèment la mort, la douleur et le désespoir. Sans oublier les épouvantables exactions racistes perpétrées, hélas, avec régularité. C'est tout le peuple corse qui est pris en otage dans une spirale de barbarie aussi arbitraire que moyenâgeuse. De fait, la peine de mort est réhabilitée par son application au corps social corse, ce qui est inadmissible !

C'est dans les faits un pouvoir violent, barbare et totalitaire qui s'instaure. A Manca Naziunale s'affirme attachée à la mise en place d'une société de droit interdisant de telles pratiques.

A propos d'une manifestation : Pour une Clarification.

Le 22 avril 2006, Unione Naziunale a appelé de manière unilatérale et autoritaire à manifester dans la ville de Bunifaziu en réponse aux propos de Camille de Rocca Serra. A Manca Naziunale n'a pas répondu à cet appel. Nous choisissons aujourd'hui de rendre publics certains faits.

Depuis 1998, A Manca Naziunale s'est toujours investie avec la même détermination et dans le respect absolu des objectifs initiaux du Collectif pour la Loi Littoral. Nos militants, qui sont systématiquement présents à toutes les réunions, ont fait part de leur analyse sur les dangers mortels que représentent un projet axé sur le tout-tourisme et sur la collusion objective entre Mafia, groupes financiers, clanistes et services de l'Etat. Face à cet état, A Manca Naziunale a proposé depuis de longs mois l'idée d'une mobilisation populaire très large, sur un mot d'ordre simple « Non à la privatisation de notre terre, oui à la loi littoral ».

Cette idée n'a pas provoqué une adhésion spontanée de certains nationalistes présents au sein du collectif. Pire, alors qu'un accord de principe avait été voté, des débats par mails interposés ont repoussé aux calendes grecques l'idée de préparer pendant deux mois les conditions d'une véritable mobilisation populaire pour inverser le rapport de force. Et nous n'évoquons pas ici le travail de sape effectuée dans d'autres sphères occultes.

Comme par hasard, des initiatives partisans ont vu le jour, portées par différents mouvements nationalistes. Et le P.N.C., de nous enjoindre à répondre présent contre le P.L.U de Bunifaziu, alors que M. Angelini dit le plus grand bien du P.L.U de Porti Vechju. Là, les nationalistes bâtisseurs ne trouvent rien à redire aux projets de 3 hôtels les pieds dans l'eau (entre autre). Où est la cohérence ? S'agit-il d'une énième opération marketing pour des candidats en lice ?

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, l'action d'un cadre large et démocratique est paralysée pour favoriser les intérêts de chapelles. Nous sommes de plus en plus nombreux au sein de notre peuple à ne plus accepter de telles pratiques, il faudrait qu'elles cessent : à ce moment là, l'espoir sera à nouveau de mise dans notre pays.

U NOSTRU DUMANE CUMENCIA OGHJE !



SUSTEGNU SOUTIEN

Sceccu (Chèque) - " Mr Federzoni"
Dominique Giacomoni
Rés. Savreux Bat B1
Chemin du Loretto
20 090 AIACCIU

D'un contu à l'autru (Virement)
Mr Frédéric Federzoni
Crédit Agricole / CRCAM de Corse
Banque Guichet Compte Clée
12006 00011 73002024360 63



**Mobilisation
Internationale
pour sauver
Mumia Abu Jamal**

www.mumiabujamal.net

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG